

LES SCISSIONS SYNDICALES

par Georges VIDALENC (1885-1967)

Ancien Directeur du *Centre d'éducation ouvrière* (C.E.O.)
de la *Confédération générale du Travail - Force ouvrière* (C.G.T.-F.O.)

document publié en 1966
dans la revue de la *Confédération générale du Travail - Force ouvrière* (C.G.T.-F.O.)

LA SECONDE SCISSION SYNDICALE...

La réunification de 1936 n'avait constitué qu'une union apparente. Réunis dans une même centrale, les travailleurs organisés s'y comportaient trop souvent en frères ennemis, n'étant d'accord ni sur les buts propres du syndicalisme, ni sur la nécessité d'une révolution, ni sur les méthodes d'action, ni sur le choix des responsables, ni sur les alliances et contacts à établir avec d'autres organisations, ni sur la position à prendre sur les problèmes extérieurs qui se posaient avec une redoutable urgence.

Cela se matérialisait dans la presse syndicale. «*Le Peuple*», quotidien, restait l'organe officiel de la C.G.T., mais les communistes et communistes réservaient toute leur sympathie à «*La Vie Ouvrière*», tandis que les défenseurs de l'autonomie syndicale soutenaient leur point de vue dans «*Syndicats*». Un essai avait bien été tenté pour créer aussi un hebdomadaire confédéral qui remplacerait - croyait-on un peu naïvement - les deux publications, mais l'expérience de «*Messidor*» avait été coûteuse, décevante et sans lendemain.

Le désaccord apparaissait surtout quant aux solutions les meilleures pour la défense de la paix menacée. Nul ne peut accuser aucune des tendances d'avoir délibérément recherché le conflit armé, mais en face des menaces hitlériennes croissantes, de la politique envahissante du III^{ème} Reich, les uns soutenant la politique de Moscou, étaient pour les solutions de résistance et de force et les autres pour une temporisation, des négociations qui, croyaient-ils, éviteraient le pire et permettraient de gagner du temps.

On sait ce que fut la crise de Munich à propos des Sudètes et les oppositions qui se manifestèrent alors dans le monde ouvrier comme d'ailleurs dans beaucoup d'autres groupements.

Les accords qui y mirent fin ne permirent qu'un court répit et dès l'année suivante la tension reparait à propos de la Pologne et du couloir de Dantzig. Une fois de plus le spectre de la guerre reparait et on pouvait craindre que cette fois il ne fut pas possible de l'écarter.

Vers la guerre

Au cours des années trente, des rapprochements avaient été tentés entre certaines puissances occidentales et l'U.R.S.S. Il s'agissait de constituer un bloc des nations démocratiques, assez fort pour résister aux menaces des régimes totalitaires. Un accord franco-soviétique avait été signé par Laval en 1935, qui avait eu comme premier résultat, assez étrange, de mettre fin à la furieuse et quotidienne campagne de «*l'Humanité*» contre les officiers (les G.D.V. comme elle disait élégamment) et de muer les communistes français en laudateurs des traditions militaires qu'ils avaient jusque là condamnées sans réserves.

Ce ne fut pas une des moindres surprises au cours des manifestations du *Front Populaire* des années 1936 et 1937 de voir les groupes communistes et sympathisants célébrer nos gloires nationales, associer Valmy à la Commune et l'image de Jeanne d'Arc à celle de Staline, «*le chef bien aimé du prolétariat mondial*», comme on avait coutume de dire.

On savait que des négociations d'état major se poursuivaient entre la Grande-Bretagne, la France et l'U.R.S.S. et on n'ignorait pas qu'elles rencontraient de grosses difficultés pratiques en raison de l'opposition que marquaient la Roumanie et la Pologne à l'entrée de l'armée rouge sur leur territoire car elle pensaient non sans quelques bonnes raisons, que cette occupation pourrait devenir définitive.

C'est dans un climat particulièrement orageux, en face de populations inquiètes et sur-excitées, alors que la menace de la guerre se rapprochait, que la mobilisation par paliers était déjà commencée et que la marche en avant des armées hitlériennes sur la Pologne n'était plus qu'une question de jours, que le monde apprit, le 23 août 1939, la signature du pacte d'amitié germano-soviétique, de l'accord négocié par Ribbentrop et Molotov qui établissait une véritable solidarité de fait entre les deux pays et faisait comprendre aux nations occidentales qu'elles ne pourraient pas compter sur l'U.R.S.S. dans la lutte qui allait s'engager.

Les communistes français, qui naturellement n'avaient pas été tenus au courant de ce revirement, en furent quelque peu bouleversés mais leur sens de la discipline aidant, ils ne tardèrent pas à l'approuver, essayant de démontrer (sans trop y parvenir pourtant) que le pacte germano-soviétique était *«une importante contribution à la défense de la paix»*.

Les événements se précipitent alors:

Le 25 août 1939, Maurice Thorez affirme que les communistes seront au premier rang pour la défense du pays contre Hitler.

Le 2 septembre 1939, le groupe communiste au Parlement vote encore les crédits militaires.

Le même jour les armées allemandes envahissaient la Pologne et la Grande-Bretagne et la France déclaraient la guerre à l'Allemagne.

Avec la mobilisation, l'organisation ouvrière était pratiquement réduite à l'impuissance, en tout cas mise dans l'impossibilité de fonctionner normalement. Les travailleurs mobilisés, dispersés dans les ateliers ou les régiments allaient avoir à faire face aux dures servitudes de la guerre, à maints problèmes familiaux angoissants et beaucoup s'inquiétaient à juste titre des conséquences possibles de l'étrange revirement de l'U.R.S.S.

La Pologne fut rapidement envahie et mise hors de combat et le 17 septembre, les armées d'U.R.S.S. entrèrent à leur tour dans le pays sous un ironique prétexte de sauvegarde. En fait cette action concertée et cette annexion donnaient tout son sens au pacte Molotov-Ribbentrop.

La C.G.T. pendant la guerre

Le 18 septembre, le Bureau Confédéral (tout au moins les six membres non communistes qu'ils comprenaient sur huit au total) (1) vota une résolution contresignée d'ailleurs par certains membres de la *Commission administrative* qui se trouvaient à Paris. Prenant acte du pacte germano-soviétique, *«trahison envers les prolétaires que l'on avait appelés à se dresser contre le nazisme»* la résolution précisait:

«Devant cette situation douloureuse, le Bureau Confédéral déclare qu'il n'y a plus de collaboration possible avec ceux qui n'ont pas voulu, ou pas pu, condamner une telle attitude de reniement des principes de solidarité humaine qui sont l'honneur de notre mouvement ouvrier».

Cette résolution fut approuvée et confirmée par la *Commission administrative* dans sa réunion du 25 septembre. C'était en fait la seconde scission car la presque totalité des communistes restèrent fidèles au mot d'ordre du parti ou n'osèrent pas le désavouer. On sait d'ailleurs quelle propagande ils menèrent contre ce qu'ils appelaient désormais *«une guerre impérialiste»* et comment le parti, réfugié dans la clandestinité après son interdiction, le 26 septembre 1939, mena une active campagne de défaitisme et de sabotage pendant *«la drôle de guerre»*.

Nous ne ferons pas ici l'histoire de la défaite, ni de l'occupation qui ne sont point notre propos. Rappelons seulement qu'après l'armistice les communistes essayèrent de faire reparaître *«l'Humanité»* en zone occupée, arguant du fait que leur journal avait toujours été résolument pour la paix et qu'ils continuèrent pendant un certain temps à critiquer avec violence l'impérialisme ploutocratique anglais et le militarisme de de Gaulle.

(1) Ces six membres étaient: Belin, Bothereau, Bouyer, Buisson, Dupont et Jouhaux; les deux communistes étaient Fraction et Racamond.

Leur point de vue changea du tout au tout après l'invasion de l'U.R.S.S. par les armées hitlériennes, le 22 juin 1941. La lutte contre le III^{ème} Reich devint alors le devoir numéro un des prolétaires conscients et associant la défense de la France à celle de l'U.R.S.S., les communistes jouèrent un rôle important dans les organisations de résistance. Nul ne songe à contester le sens de sacrifice de nombreux militants de base dont un grand nombre surent mourir héroïquement, mais cela ne doit pas faire oublier l'attitude du parti de septembre 1939 à 1941.

Par ailleurs, on sait qu'une des premières préoccupations du Gouvernement de Vichy avait été la suppression des organisations ouvrières; un décret du 9 novembre 1940 ordonnait la dissolution de la C.G.T. de la C.F.T.C. comme de la *Confédération Nationale du Patronat Français*. Apparente équité qui ne pouvait tromper personne: le patronat allait retrouver toute son influence dans les comités d'organisation d'industries et il s'agissait évidemment de neutraliser ou domestiquer les organisations ouvrières.

On ne saura pas surpris de constater que les deux centrales visées continuèrent à fonctionner clandestinement, au ralenti sans doute, mais en maintenant de précieux contacts et que la masse des travailleurs se désintéressa de la *Charte du Travail* (4 octobre 1941), expression du paternalisme vichyssois..

Rien détonnant non plus à ce que dans les organisations de résistance (syndicats clandestins, réseaux, maquis) des rapprochements aient été opérés, des alliances conclues entre C.G.T. et C.F.T.C. auxquels souscrivirent les communistes après juin 1941. Fin 1942, des contacts avaient été pris entre les militants de la C.G.T. et militants communistes et le 17 avril 1943, l'accord du Perreux annulait en fait la scission de septembre 1939.

La seconde réunification

Les épreuves subies et les dangers affrontés en commun pouvaient faire espérer une compréhension élargie, une solidarité durable et on comprend pourquoi la C.G.T. reparaisant au grand jour après la libération de Paris, en août 1944, ouvrit ses rangs indistinctement à tous les travailleurs salariés quelles ne fussent leurs tendances ou appartenances politiques. Elle proposa même l'unité organique à la C.F.T.C. qui la déclina.

Pour tenir compte du rôle considérable, et d'ailleurs fortement grossi par la propagande insistante et bien orchestrée des communistes dans les organisations de résistance, le nouveau bureau comportait 6 confédérés et 3 ex-unitaires.

C'était donc une seconde réunification. La première n'avait pas donné des résultats encourageants, mais on pouvait penser que la dure leçon serait profitable et qu'un maximum de tolérance rendrait l'organisation habitable pour tous.

Remarquons d'ailleurs que le rapprochement était inévitable dans le climat d'extrême émotion et d'euphorie qui régnait alors dans tous les pays à mesure qu'ils étaient délivrés de la contrainte et de l'oppression allemande. Des rapprochements analogues furent opérés dans la plupart des pays et la réorganisation d'une centrale internationale se fit dans les mêmes conditions et avec les mêmes espoirs.

La *Fédération Syndicale Mondiale* devait naître en 1945. Elle succédait à la fois à l'ancienne F.S.I. syndicale et à l'I.S.R. communiste, réunissant les travailleurs organisés de tous les pays, sans distinction de race, de couleur, de langue, de religion, de conviction politique et formulant leurs espérances unanimes. Sans doute, de vieux militants comme Citrine, le dirigeant des syndicats britanniques, avaient-ils pris le soin de formuler quelques réserves et de recommander une prudente abstention à l'égard des prises de position politiques, mais on ne souciait peu alors de tels avertissements, les congressistes étant presque unanimement persuadés que la F.S.M. était viable et qu'elle marquerait un immense pas en avant dans l'amélioration de la condition ouvrière.

Georges VIDALENC.
